

C.I.O. - Comitato Insostenibili Olimpiadi

Comité des Jeux Olympiques non durable



Manifeste des militants anti-jop Italiens

Qui nous sommes, qui nous voulons être et ce que nous voulons faire.

Il y a quelques mois, à Milan, ont été semées les graines d'un réseau en expansion, qui a rassemblé différentes communautés de la métropole. Ce réseau est composé de collectifs hétérogènes qui ont au centre de leur actions différents domaines et différentes pratiques. Nous sommes principalement des collectifs de sport populaire, de squats, de collectifs concernés par les transformations urbaines, la préservation de la montagne et bien sûr, par l'intervention politique, sociale et écologique.

L'objectif de ce réseau est de contester l'opération Milan-Cortina 2026 en sachant que la question des Jeux Olympiques d'hiver 2026 est évidemment une question complexe, qui touche une multiplicité d'aspects : de l'aspect sportif au logement, en passant par l'exploitation du travail, le changement et la gentrification de la ville ainsi que la spéculation foncière ; mais aussi touchant à la question de l'environnement et du contexte montagnard. Par essence, les Jeux olympiques et paralympiques sont paradigmatiques d'un modèle de développement auquel nous essayons quotidiennement de nous opposer et que nous tentons de modifier, car il n'est pas durable en termes économiques, climatiques, environnementaux et sociaux.

Afin de lutter contre un processus qui a un impact si vaste et sur tant de niveaux différents, nous pensons qu'il est d'abord nécessaire de faire un échange entre les différentes connaissances et pratiques que les collectifs ont développées jusqu'à présent, sans oublier l'expérience de ceux qui ont déjà vécu une transformation similaire dans leurs propres territoires par le passé. Le but de ces échanges doit être de permettre de développer une pensée et une action critique, un récit qui démantèle la propagande médiatique. De même, nous pensons que seule la construction d'un front large et intersectionnel, impliquant tous les territoires et toutes les populations qui sont déjà affectés et endommagés par les travaux réalisés ou en cours de réalisation pour les Jeux (ou sous couvert de ceux-ci), par les infrastructures connexes et leurs conséquences sociales, peut s'opposer à la machine olympique.

Qui veut des JOP ?

Les JOP 2026, comme tous les méga-événements, sont issus d'une pratique qui voit ce genre d'événements utilisés pour créer une "sphère protégée" et un état d'exception dans lequel concentrer des travaux et des projets (même ceux qui ne sont pas nécessairement indispensables à l'événement lui-même et qui sont par ailleurs souvent irréalisables), bénéficiant de financements publics extraordinaires, de dérogations aux règles régissant les contrats et les chantiers, de procédures simplifiées et d'une gouvernance d'urgence.

Tout cela génère une gestion privée des ressources publiques qui échappe aux organes normaux de contrôle administratif, comptable et environnemental. Dans le cas de Milan-Cortina 2026, l'impulsion est surtout venue du bloc de pouvoir économique-financier qui, depuis plus d'une décennie, profite de la transformation de Milan et de sa course effrénée au développement immobilier, alimentée par des politiques urbaines attentives uniquement à l'attraction de capitaux et de nouveaux résidents à hauts revenus et à l'augmentation des flux touristiques et du positionnement mondial de la ville par le biais d'événements. Une fois l'effet de l'Exposition Universelle de 2015 dissipé, une nouvelle force motrice a été nécessaire ; Milan manquant de l'élément indispensable pour la tenue des JOP d'hiver les montagnes, l'organisation a été étendue à Cortina, alimentant la même dynamique du tourisme de montagne qui caractérise aujourd'hui les métropoles mondiales dans le modèle néolibéral, extractif et prédateur du capitalisme fossile, sans se soucier de la non-durabilité sociale et environnementale de ces politiques. Ils sont soutenus par les blocs sociaux et de pouvoir qui gouvernent la Lombardie et la Vénétie depuis des décennies et qui trouvent dans le développement des infrastructures routières et autoroutières (fonctionnelles à un système économique et commercial qui transforme la vallée du Pô en un énorme hub logistique) leur débouché d'intérêts à garantir.

Grâce à un modèle de développement typiquement urbain, les Jeux olympiques et paralympiques de Milan-Cortina 2026 alimenteront une relation de plus en plus conflictuelle entre la ville et la montagne. La montagne comme usine à divertissement, conçue pour satisfaire exclusivement l'attractivité touristique, est l'essence de la pensée uniforme de ceux qui gouvernent ce processus, selon des logiques d'impact, d'exclusivité et d'exclusion.

Qui ne les soutient pas ?

Ceux qui ne soutiennent pas les JOP sont les sports populaires qui tentent depuis des années d'échapper à la logique d'un certain type de sport, celui des grands événements, avec un objectif essentiellement commercial. Un sport qui exploite les hommes et les femmes qui travaillent et qui accaparent des espaces dans la ville.

Ils ne sont pas soutenus par ceux qui disent que c'en est assez du modèle actuel d'exploitation touristique des montagnes et qui pensent qu'une nouvelle perspective est nécessaire pour les Highlands.

Ils ne sont pas soutenus par ceux qui pensent que la ville est avant tout un espace public, qui doit inclure et étendre les droits sociaux et civils, et non un territoire à partager entre les intérêts des grands investisseurs et d'où extraire de la valeur aux dépens de la communauté.

Nous ne les soutenons pas si nous pensons qu'un changement radical de cap et de système est nécessaire face au changement climatique et à la crise environnementale que le modèle de développement néolibéral et extractiviste actuel, basé sur le "capitalisme fossile", est en train de rendre irréversible.

Nous ne soutenons pas le récit, qui accompagne souvent les Jeux Olympiques et paralympiques, d'un moment où la rhétorique d'amener de nouvelles personnes dans les sports, même de nouvelles personnes, est proposée. Un moment peut-être pour impliquer les garçons et les filles (métaphore politique d'un horizon futur, d'un horizon de bien-être) ou ceux qui ne peuvent pas accéder aux installations en raison de barrières architecturales, sociales ou économiques. Les sports que nous ont légués les Jeux olympiques d'hiver sont, au contraire, inaccessibles à la plupart des gens, car ils se déroulent dans des installations dont la construction est économiquement coûteuse et dont les coûts d'accès ou d'utilisation (forfaits de ski ou billets) sont élevés, ce qui exclut la plupart des gens. Mais même dans la métropole milanaise, le sport pour tous est de plus en plus refusé par la privatisation des centres sportifs et récréatifs municipaux. Nous nous opposons à cela et revendiquons au contraire un sport accessible de plusieurs points de vue, en premier lieu le point de vue économique.

Nous voulons également éviter de présenter les Jeux olympiques et paralympiques comme un événement de "fierté nationale" et, en même temps, comme un moment de paix, de communion entre les nations et de grande harmonie. Comme nous l'avons vu dans les événements plus récents des Jeux de Rio et de Londres, les expulsions massives et la répression des protestations ont montré le côté violent du grand événement sportif. Nous nous détachons de ce récit d'une Olympiade pacifiée et pacificatrice, "la paix pour faire ce que vous voulez" : nous ne l'attendons pas, nous ne battons pas des mains au passage de la flamme olympique, nous ne ferons pas partie de l'Olympiade généralisée, nous n'accueillerons pas l'ensemble des touristes, nous ne profiterons pas de la ville et de ceux qui y vivent. Nous ne serons pas des rouages de la machine à consensus.

Depuis sa candidature, le tandem Milan-Cortina s'est distingué par l'absence de transparence et de partage des projets avec les populations locales et l'absence de tout débat public. Un récit captivant, dans le sillage de l'habituelle "économie de la promesse", imprégné de rhétorique verte et sociale, pour construire un consensus et faire croire au public que les milliards alloués par les différents décrets-lois sont "dépensés pour le bien commun". Dans l'hypocrisie d'un événement vendu comme "zéro coût", nous avons maintenant dépassé les trois milliards d'euros de fonds

publics alloués (fin novembre 2023) ; bien que promus depuis le début comme les "Jeux olympiques de la durabilité", la plupart des investissements concernent plutôt la consommation de terres, le gaspillage d'eau en période de sécheresse systémique, la bétonisation et les incitations au trafic routier - ce n'est pas un hasard si Eni figure parmi les principaux financiers de l'événement. Le "paquet olympique" explose donc avec des travaux lâchés d'en haut, où les besoins et les désirs de ceux qui vivent réellement sur place sont tout à fait différents et restent ignorés. Un exemple parmi d'autres est celui de Cortina, où il a été décidé d'exproprier et de démolir une forêt de mélèzes séculaire et de dépenser plus de 120 millions d'euros pour reconstruire une piste de bobsleigh, dans une zone de montagne où les services publics sont en crise et où les unités socio-sanitaires clôturent leur budget avec des pertes qui se chiffrent en millions. Un héritage de dettes et de travaux inutiles s'étale ainsi sur le territoire, ne répondant qu'à un instinct prédateur de consommation de la montagne.



*« De la Montagne à la ville, Jeux Insoutenable »
Manifestation contre les JOP de Milan*

Et que dire de la promesse continue de bénéfices miraculeux en termes économiques (nous en sommes à 4,5 milliards d'euros de retombées économiques selon eux) alors que nous avons encore devant nous l'exemple des dettes des Jeux olympiques de Turin de 2006, qui ont voué la capitale piémontaise à un marasme économique et social permanent ? Ou la rhétorique sur l'emploi, alors que nous savons très bien quels emplois et dans quelles conditions l'organisation du grand événement génère : précaires et mal payés dans les secteurs du tourisme et de la restauration, avec peu de sécurité et de protection sur les chantiers et dans la logistique, gratuits pour ceux qui serviront dans les semaines des Jeux dans les différents personnels de billetterie, d'accueil, de stewards et d'hôtesse selon un modèle de bénévolat pour les grands événements privés, dédouanés avec l'Expo 2015 et destinés à intoxiquer durablement le marché de l'emploi.

Que soutenons-nous ?

Au-delà de la monoculture du ski de piste : réimaginer l'hiver :

La machine olympique vorace ne trouve aucun dialogue avec les communautés, laissant en héritage des ouvrages coûteux à gérer et destinés à l'abandon, comme ce fut le cas pour les Jeux d'hiver de Turin 2006. Parmi les constructions, outre l'expansion des remontées mécaniques et des pistes, il y aura une augmentation des installations pour le ski de masse (hôtels, parkings, téléphériques, restaurants, routes, etc.) Tout cela dans un contexte de crise profonde de l'industrie du ski, qui a atteint le point de non-retour et qui est incapable de se relever écologiquement, énergétiquement et surtout économiquement.

Il n'est pas facile de trouver une réponse à la crise de la montagne en tant que parc d'attractions, mais nous sommes favorables à une refonte du tourisme hivernal de montagne. Le modèle proposé par le billet Milan-Cortina, en revanche, suit des trajectoires opposées, non durables et non souhaitables.

Au plus fort d'une crise de l'eau sans précédent, 2023 a vu la première mobilisation à grande échelle contre des travaux nuisibles imposés des Alpes aux Apennins : afin de "réimaginer l'hiver", des comités ont été créés dans différents territoires pour s'opposer à la construction de nouveaux téléphériques, de réservoirs pour la neige artificielle et d'autres travaux visant à étendre et à relier les domaines skiables existants. Face au changement climatique, qui rend de plus en plus insensé le ski en dessous de certaines altitudes, et qui, même à haute altitude, révèle son non-sens avec des pentes creusées dans des glaciers pérennes, nous aspirons à un autre avenir pour la montagne, en remettant en question l'offre de services et de divertissements à tout prix que nous ne pouvons plus nous permettre et qui s'adressent principalement aux classes les plus aisées de la population urbaine. L'opposition et la critique des Jeux d'hiver posent donc également les bases d'un changement non seulement économique et environnemental, mais aussi culturel de notre vision des Hautes Terres.



De la ville adaptée aux événements (privés) au droit à la ville :

Milan aux dimensions olympiques est la version amplifiée et future de la ville dans laquelle nous vivons déjà depuis deux décennies, qui se nourrit boulimiquement d'événements pour rester attrayante pour ceux qui n'y vivent pas, mais de plus en plus insoutenable pour ceux qui doivent la vivre au quotidien. Soutenons une ville différente : soutenons les espaces de sport populaire et, à travers cette pratique, soutenons la construction d'un sport compris comme socialité, comme bien-être psychophysique, comme pratique antifasciste, antiraciste et trans-féministe. Nous soutenons un sport accessible à tou.tes, nous soutenons la pratique de l'autogestion et la construction de collectivités résistantes. Alors que les expulsions se poursuivent dans la ville, nous soutenons la multiplication de ces espaces libérés.

A Milan, les JOP vont stimuler les processus déjà inquiétants de privatisation, de financiarisation et de concrétisation des grands espaces verts publics. Au niveau des nouveaux services et des nouveaux équipements publics et accessibles, par exemple dans le domaine du sport, il n'y aura pas d'ajout à ce qui existe déjà. Au contraire, la privatisation des anciennes installations de MilanoSport, la société de participation de la municipalité de Milan censée garantir l'accès généralisé à une pratique sportive peu coûteuse, est devenue une réalité de plus en plus pertinente (rappelons en particulier le Lido, la plus grande piscine extérieure qui n'appartient plus à MilanoSport). La Palaltalia est une opération privée qui stimulera les circuits commerciaux de ces derniers et qui, en guise d'héritage, nous apportera non pas du sport, mais des coûts supplémentaires (de l'argent public) et de grands concerts, sur lesquels, pour être positifs, nous pouvons espérer que de nouvelles hordes d'auto-développeurs se précipiteront.

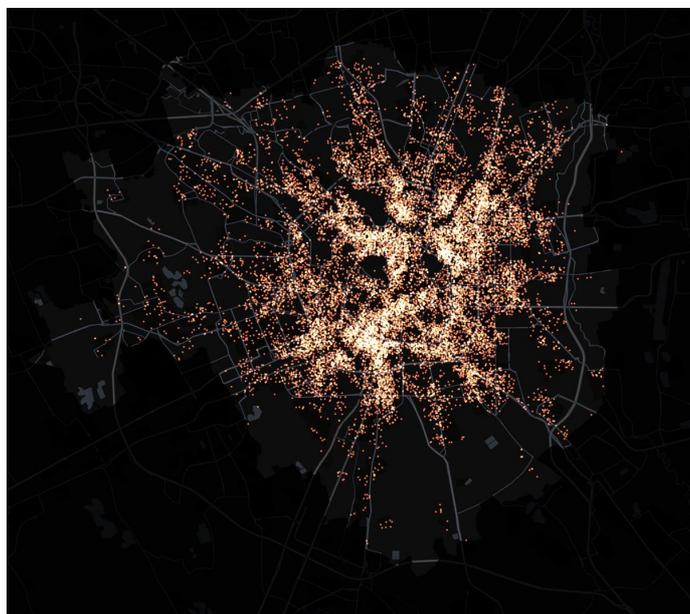


Image illustrant le poids des Airbnb dans la ville de Milan

Ce qui fait le plus peur, c'est la perspective du droit de vivre et de l'accessibilité plus générale de la vie urbaine dans un contexte où la valeur immobilière des zones qui verront se dérouler la plupart des activités urbaines de l'événement sportif augmente, avec un effet d'entraînement

métropolitain et l'expulsion consécutive d'habitant.es à revenus moyens et faibles. Corvetto, quartier populaire du sud de la ville, et tout le quadrant de la banlieue sud-est qui descend jusqu'à Rogoredo, est la zone qui promet d'acquiescer des valeurs inattendues (à ce jour, on parle d'une croissance d'environ le double de la moyenne de la ville), en exploitant la faible valeur initiale par rapport au reste de la ville. Une fois de plus, l'exploitation des terrains offerts en pâture à la finance et aux constructeurs pèsera encore plus lourdement sur le coût de la vie, devenu insoutenable, pour ceux qui vivent actuellement dans ces quartiers. En arrière-plan se profile l'approche d'une possible bulle immobilière avec une nouvelle crise qui aurait des effets explosifs dans ce contexte. Alors à qui profite ce grand événement, si ce n'est aux intérêts du secteur touristique et à ceux des grandes sociétés immobilières qui s'emparent de plus en plus de la ville ? Les JOP de Milan semblent désormais s'inscrire pleinement dans ce modèle qui produit de grands récits et de nouvelles images, en favorisant le marketing et la spectacularisation, dont les coûts seront payés par le plus grand nombre en faveur du plus petit nombre.

*

Nous sommes conscients qu'à un peu plus de deux ans des JOP de 2026, demander leur annulation et l'annulation de tous les travaux prévus, bien que cela reste l'option la plus logique et la plus sensée, est concrètement très difficile. Mais en même temps, nous pensons qu'il est nécessaire et possible de mettre en place à Milan, en Valtellina, dans les vallées des Dolomites, toutes les initiatives et actions possibles pour entraver, bloquer, annuler la construction de nombreux ouvrages inutiles, qu'il s'agisse d'infrastructures ou d'installations de compétition, prévus par le dossier olympique, en évitant un gaspillage inutile d'argent (comme les patinoires temporaires de la foire de Rho ou la rénovation de la piste de bobsleigh à Cesana), une nouvelle dévastation de l'environnement ou la consommation de terres. De même, nous pensons qu'il est nécessaire d'activer dans la ville de Milan un mouvement de révolte contre le modèle urbain que les Jeux olympiques et paralympiques contribuent à alimenter et qui nie le droit à la vie et à la ville à ses propres habitant.es. Et, en regardant vers l'avenir, dans le sillage de ce qui se passe déjà dans d'autres pays avec des Jeux Olympiques qui sont en train d'être organisés ou qui viennent de se tenir, nous pensons qu'il est important que se développe et se consolide un mouvement mondial qui surmonte le modèle d'organisation actuel des grands événements sportifs qui n'est plus soutenable.

Que d'ici au 6 février 2026 et pendant toute la durée des JOP, les territoires affectés par les travaux des Jeux de Milan-Cortina rompent la " pax olimpica " ! Nous réaffirmons que nos vies ne sont pas un jeu et nous disons assez à l'exploitation sans limite des montagnes, des territoires, de l'eau, des biens communs urbains et environnementaux pour en extraire des profits au bénéfice de quelques-uns.

Comité des Jeux olympiques non durables - Milan

(Traduction effectuée de l'italien par Saccage 2024)